Chardon de l'Environnement 2009

attribuée au

Forum Nucléaire

pour sa campagne de communication manipulatrice

En attribuant son Chardon de l'Environnement au Forum Nucléaire pour sa campagne *« Le nucléaire. Y avez-vous déjà réfléchi ? »*, la Fédération n'entend pas stigmatiser la volonté de communiquer du lobby pronucléaire mais bien le manque de transparence de cette communication qui fait passer pour une information objective des éléments incomplets voire carrément faux dont l'objectif n'est pas de nourrir un débat mais bien de défendre une industrie très lucrative.

Qui sait, en se rendant sur le site Internet servant de base à cette campagne, qu'il va se trouver face à outil développé par l'association professionnelle du secteur nucléaire qui regroupe, entre autres, Agoria, Areva et Electrabel-Suez ? Personne car l'identité « forumnucléaire » qui signe la campagne est assez floue pour laisser dans l'ignorance voire induire en erreur.

Connaître les promoteurs de la démarche aiderait pourtant à en comprendre le mécanisme. Sur la page d'accueil du site en question, le visiteur est en effet invité à se positionner par rapport à des propositions défilant en duos clairement tranchés : *« Vous êtes pour l'énergie nucléaire parce que vous pensez à l'avenir » VS « Vous êtes contre l'énergie nucléaire parce que vous pensez au passé » - « Vous êtes pour l'énergie parce qu'elle coûte moins cher »* VS *« Vous êtes contre l'énergie nucléaire parce qu'elle coûte trop cher » - « Vous êtes pour l'énergie nucléaire par ce que vous croyez en la technologie »* VS *« Vous êtes contre l'énergie nucléaire parce que vous croyez que la technologie nucléaire »* - etc. Mais que vous cliquiez sur l'une ou l'autre de ces assertions, vous avez droit au même plaidoyer pro nucléaire. Si vous étiez « pour », vous voilà conforté dans votre opinion ; si vous étiez « contre », on vous démontre votre erreur.

Par-delà le point-de-vue défendu, c'est le procédé mis en œuvre pour le promouvoir qui est choquant.

Choquant, car le message mis en exergue laisse croire au public qu'on lui propose un lieu de débat ouvert et une source d'informations objectives alors qu'il n'en est rien.

Choquant, car les données présentées sont parcellaires, tronquées voire carrément fausses. On assène des faits et des chiffres dépourvus de toute référence. Sans mise en débat, perspective, contradiction, le discours véhiculé relève ni plus ni moins de la propagande. Quelques éléments péchés au vol :

- les déchets de haute activité générés par un réacteur seraient l'équivalent d'une « balle de tennis par personne pour 40 ans d'électricité nucléaire ». Dit comme cela, c'est anodin, futile, insignifiant. Mais si on prend la peine de

considérer qu'une balle de tennis par personne, cela fait 10.000.000 de balles de tennis pour notre petit pays, la chose prend déjà une autre ampleur. Et si on s'interroge sur la durée de vie et les dangers potentiels de déchets de haute activité, cela devient carrément inquiétant.

- la planète disposerait à tout le moins de réserve d'uranium pour 80 ans. Curieux : l'Agence pour l'énergie nucléaire (que l'on peut difficilement soupçonner d'avoir intérêt au pessimisme) parle de 60 ans… dans un scénario business as usual, c'est-à-dire sans construction de nouveaux réacteurs – que les partisans du nucléaire appellent pourtant de leurs vœux – qui ne feront que rapprocher cette échéance.
- le secteur contribuerait à provisionner un compte permettant de faire face à ses coûts à venir. C'est vrai sur le fond mais la forme de cette contribution laisse à tout le moins perplexe. En matière d'assurance, la prise en charge par le secteur des conséquences d'un accident est limitée à 300 millions d'Euros par site. A titre de comparaison, le coût de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse se chiffre à plus de 1 milliard et demi… Si on ne possède pas encore du recul nécessaire pour un chiffrage précis, toutes les études menées à partir des quelques cas connus démontrent que le coût de démantèlement des centrales est ridiculeusement sous-estimé. Et il en va de même pour la gestion des déchets.

  Dans tous ces cas, c'est l'Etat, autrement dit les finances publiques et donc, in fine, les citoyens qui devront pallier à l'insuffisance du provisionnement. C'est d'autant plus choquant que le nucléaire a d'ores et déjà bénéficié de subsides considérables pour son développement (un chiffre : entre 1974 et 1999, 70% des financements de la Recherche au Développement de la Belgique sont allés au nucléaire contre… 5% aux énergies renouvelables.)

Choquant, que les promoteurs de cette campagne affichent une étiquette d'association sans but lucratif alors que l'enjeu de leur lobbying se chiffre en dizaines de milliards d'Euros. Une comparaison édifiante : selon le quotidien L'Echo, le coût de cette campagne se monte à quelque 2 millions d'Euros… soit près du double du budget annuel de notre fédération.

A l'heure où les politiques semblent de plus en plus enclins à céder à la facilité d'une remise en question de la loi de sortie du nucléaire, il est normal que chaque camp défende son point de vue (et, dans les cas du lobby de l'atome, ses intérêts financiers). Il est par contre inacceptable que cela se fasse au mépris du débat démocratique et citoyen.

En sa qualité de fédération environnementale, Inter-Environnement Wallonie défend le respect de la loi de sortie du nucléaire non pour des raisons dogmatiques mais parce qu'il s'agit de la SEULE option pour assurer notre avenir énergétique en tenant compte de tous les enjeux sur la table.

Nous ne refusons pas le débat, au contraire nous le demandons, car nous sommes convaincus que l'issue de celui-ci nous donnera raison. Mais le débat n'est pas la propagande. Il ne s'opère pas via des campagnes de pub mais doit se faire sous le contrôle objectif de l'Etat, en analysant l'ensemble des données et en acceptant de voir au-delà de l'horizon rassurant du court terme.